

# Politiques publiques: le CADERDT dévoile les conclusions du 3e rapport CPIA



Le troisième rapport annuel d'autoévaluation des politiques publiques et institutionnelles du Togo, selon les critères de Country Policy and Institutions Assessment (CPIA) est désormais disponible. Le rapport élaboré par le CADERDT a été validé mercredi à Lomé par les parties prenantes.

60 évaluateurs nationaux issus de l'administration publique, du secteur privé et des organisations de la société civile ont réalisé ce rapport sous la coordination du Centre autonome d'études et de renforcement des capacités pour le développement au Togo (CADERDT) avec l'appui de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

Dans les détails, il ressort qu'en 2015, le Togo a connu un cadre macroéconomique stable matérialisé par l'évolution constante des activités économiques et l'intégration effective du pays aux organisations sous régionales et internationales. La croissance économique de 5,4% enregistrée en 2015 a été tirée par les secteurs secondaire (+10,5%) et tertiaire (+7,3%) et dans une moindre mesure par le secteur primaire.

De même, on note qu'entre 2014 et 2015, les ressources bancaires ont connu une hausse de 7,1% permettant un

accroissement de la rentabilité bancaire de 17,6% et un taux de bancarisation estimé à 19,6% contre 17,1% en 2014.

Le rapport renseigne en outre que le Togo s'est engagé sur les questions de préservation de l'environnement, du changement climatique et de l'amélioration du cadre de vie des populations, à travers la réalisation des infrastructures socio-communautaires.

L'incidence de la pauvreté a été réduite de 58,7% en 2011 à 55,1% en 2015 grâce à la mise en œuvre de programmes et projets de développement exécutés dans le cadre de la promotion de l'emploi, de la finance inclusive et du développement communautaire.

En dehors de ce tableau reluisant, le pays doit encore fournir beaucoup d'efforts dans les secteurs sociaux, afin de garantir une croissance inclusive et durable.

Les changements climatiques, la protection sociale, la création d'emplois décents, la qualité des services publics, la lutte contre la corruption et l'amélioration du cadre de vie des populations sont les défis majeurs qu'il convient de relever.

« Ce processus d'évaluation permet de mesurer les capacités des pays par des évaluateurs nationaux dans le but de déceler les secteurs qui nécessitent des renforcements de capacités, afin d'aboutir à des propositions de réformes dans les domaines ciblés », a indiqué Odile Pirénam Gnassingbé, la Directrice exécutive du CADERDT

Essohanam Edjéou, le Directeur de cabinet du ministère de la Planification du développement présent à la présentation du rapport a estimé que le gouvernement sera très attentif aux recommandations.